

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 87 — 1425

13 JUILLET 1987

Loi relative aux redevances radio et télévision (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Pour l'application de la présente loi, on entend par :1° **Ministre** : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions.2° **Appareil de radio sur véhicule** : tout appareil qui offre la possibilité de capter des émissions sonores de radiodiffusion et qui est installé à demeure de manière fixe ou amovible dans un véhicule automobile.3° **Appareil de télévision** : tout appareil ou ensemble d'appareils qui permet de capter des émissions radiodiffusées de télévision et de les reproduire immédiatement en noir et blanc ou en couleurs, même si cet appareil ou cet ensemble d'appareils doit à cet effet être raccordé à un réseau de télédistribution, quel que soit, au surplus, l'usage qui en est fait.4° **Détenteur** : la personne physique ou morale qui dispose effectivement d'un ou de plusieurs appareils.5° **Résidence principale** : le lieu où le détenteur est inscrit au registre de la population, ou, pour les bateliers, les forains et les nomades qui n'ont pas de résidence fixe, le bateau ou le véhicule où ils habitent effectivement.6° **Résidence secondaire** : toute résidence qui n'est pas la résidence principale.7° **Commerçants** : les constructeurs, importateurs, vendeurs, loueurs et réparateurs qui, même occasionnellement, font commerce d'appareils de télévision, avec ou sans profit, ou les personnes qui, dans l'exercice d'une autre activité commerciale, donnent de tels appareils.8° **Succursale** : tout établissement qu'un commerçant exploite, outre son siège principal, et où des appareils de télévision sont fabriqués, vendus, loués, réparés ou donnés.9° **Appareil de télévision installé dans un but de lucre** : tout appareil de télévision pouvant attirer des clients, promouvant une activité lucrative ou qui est installé dans une exploitation commerciale.10° **Redevance radio** : la somme que le détenteur doit payer par appareil de radio sur véhicule au profit du Trésor Public.11° **Redevance télévision** : la somme que le détenteur d'un ou de plusieurs appareils de télévision doit payer au profit du Trésor Public.12° **Service Radio-Télévision Redevances** : le service chargé de la perception des redevances radio et télévision.13° **Télédistribeur** : la personne qui exploite un réseau de télédistribution.14° **Réseau de télédistribution** : l'ensemble des installations mises en œuvre par un même télédistribeur, dans le but essentiel de transmettre par câble, à des tiers, des signaux porteurs de programmes de télévision.(1) *Session 1986-1987.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 399-1. — Rapport, n° 399-2. — Amendements, n°s 399-3 et 4.*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 12 mai 1987. — Adoption. Séance du 13 mai 1987.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 883/1. — Amendements, n°s 883/2 et 4. — (Proposition de loi Lenaerts, n° 392-1, session 1985-1986. — Rapport, n° 392-2-85/86). — Rapport, n° 883/3.*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 30 juin 1987. — Adoption. Séance du 1er juillet 1987.

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 87 — 1425

13 JULI 1987

Wet betreffende het kijk- en luistergeld (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :1° **Minister** : de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren.2° **Autoradiotoestel** : elk toestel dat de mogelijkheid biedt omgevoeren klankuitzendingen te ontvangen en dat vast of uitneembaar in een autovoertuig ingebouwd is.3° **Télévisietoestel** : elk toestel dat of elke combinatie van toestellen die de mogelijkheid biedt omgeroepen televisieuitzendingen te ontvangen en in zwart-wit of in kleuren onmiddellijk weer te geven, zelfs als dat toestel of die combinatie van toestellen daartoe met een teledistributienet verbonden moet zijn, wat overigens ook het gebruik moge zijn dat ervan gemaakt wordt.4° **Houder** : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die effectief over een of meer toestellen beschikt.5° **Hoofdverblijf** : de plaats waar de houder in het bevolkingsregister is ingeschreven of voor schippers, kermisreizigers en nomaden, die geen vaste verblijfplaats hebben, het schip of het voertuig waarin zij werkelijk wonen.6° **Tweede verblijf** : elk verblijf dat niet het hoofdverblijf is.7° **Handelaars** : de constructeurs, invoerders, verkopers, verhuurders en herstellere die, ook al doen zij het slechts bij gelegenheid, televisietoestellen verhandelen, met of zonder winst, of de personen die bij het uitoefenen van een andere handelsbedrijvigheid zodanige toestellen wegschenken.8° **Filiaal** : elke vestiging waar een handelaar naast de hoofdzetel exploiteert en waar televisietoestellen worden vervaardigd, verkocht, verhuurd, hersteld of weggeschenken.9° **Telesietoestel met winstooqmerk opgesteld** : elk televisietoestel dat klanten kan aantrekken, een winstgevende activiteit bevordert of in een handelsbedrijf is opgesteld.10° **Luistergeld** : het bedrag dat de houder per autoradiotoestel moet betalen ten bate van de Openbare Schatkist.11° **Kijkqeld** : het bedrag dat de houder van een of meer televisietoestellen moet betalen ten bate van de Openbare Schatkist.12° **Dienst Kijk- en Luisterqeld** : de dienst die belast is met het invorderen van het kijk- en luisterqeld.13° **Telesieverdeler** : de persoon die een teledistributienet exploiteert.14° **Teledistributienet** : het geheel van de inrichtingen die door een zelfde verdeler in werking worden gesteld met het wezenlijk doel televisieprogrammasignalen, langs kabel, aan derden over te brengen.(1) *Zittijd 1986-1987.*

Senaat.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 399-1. — Verslag, nr. 399-2. — Amendementen, nrs. 399-3 en 4.*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 12 mei 1987. — Aanneming. Vergadering van 13 mei 1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 883/1. — Amendementen, nrs. 883/2 en 4. — (Wetsvoorstel Lenaerts, nr. 392/1, zittijd 1985-1986. — Verslag, nr. 392-2-85/86). — Verslag, nr. 883/3.*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 30 juni 1987. — Aanneming. Vergadering van 1 juli 1987.

Art. 2. Sous réserve de l'article 13, il est établi à charge des détenteurs d'un ou de plusieurs appareils de radio sur véhicule une redevance annuelle de 864 francs par véhicule.

Art. 3. Sous réserve de l'article 13, il est établi à charge des détenteurs d'un ou de plusieurs appareils de télévision en noir et blanc ou d'un ou de plusieurs appareils de télévision en couleurs une redevance annuelle qui s'élève respectivement à 4 140 francs ou à 5 976 francs.

Le paiement de la redevance relative à un appareil de télévision en noir et blanc couvre la détention, dans une même résidence principale ou secondaire ou à bord d'un même véhicule automobile, de tous les appareils de ce type.

Le paiement de la redevance relative à un appareil de télévision en couleurs couvre la détention, dans une même résidence principale ou secondaire ou à bord d'un même véhicule automobile, de tous les appareils de télévision tant en couleurs qu'en noir et blanc.

Quiconque détient simultanément des appareils de télévision dans des résidences différentes ou à bord de véhicules automobiles différents, doit acquitter une redevance télévision distincte, selon la nature de l'appareil, par résidence ou par véhicule automobile.

Aucune redevance télévision distincte n'est due lorsque les appareils sont transportés comme bagage.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, une redevance télévision distincte est due pour tout appareil de télévision installé dans un but de lucre.

Pour chaque appareil de télévision installé dans une chambre d'hôtel ou dans un logement similaire, la redevance télévision est réduite de moitié.

Art. 5. Les personnes domiciliées à l'étranger qui séjournent moins de trois mois dans le Royaume ne sont pas astreintes au paiement des redevances radio ou télévision pour les appareils qu'elles détiennent.

Art. 6. Les montants des redevances radio et télévision sont adaptés en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Le Ministre adapte chaque année, au mois de juillet, les montants des redevances radio et télévision à percevoir pour les périodes débutant dans le courant de l'année suivante, dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année précédente et de l'année en cours. Ces montants sont, le cas échéant, majorés ou réduits de 12 francs au plus, afin d'obtenir, selon le cas, un multiple de 12 ou de 24.

Art. 7. Les redevances radio et télévision sont dues pour des périodes de douze mois consécutifs.

Les redevances télévision pour les appareils de télévision détenus dans des hôtels et logements similaires, visés à l'article 4, sont dues pour la période qui débute le 1^{er} janvier de l'année et doivent être payées avant le 1^{er} mars de cette année.

Pour les autres détenteurs, les redevances radio et télévision sont dues pour des périodes qui débutent selon la première lettre du nom ou de la dénomination du détenteur, aux dates fixées au tableau ci-après.

Initiale du nom ou de la dénomination du détenteur Beginletter van de naam of de benaming van de houder	Date de début de la période Begindatum van de periode	Date extrême du paiement Uiterste betaaldatum
A jusques et y compris J — A tot en met J	1 ^{er} avril/1 april	31 mai/31 mei
K jusques et y compris Z — K tot en met Z	1 ^{er} octobre/1 oktober	30 novembre/30 november

Art. 8. Lorsque la détention d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision débute dans le courant de la période visée à l'article 7, les redevances radio et télévision fixées aux articles 2, 3 et 4 ne sont exigibles qu'au prorata du nombre de mois restant à courir jusqu'au début de la période suivante. Tout mois entamé est compté pour un mois entier.

Le détenteur d'un appareil de télévision en noir et blanc qui, au cours de la période visée à l'article 7, devient détenteur d'un appareil de télévision en couleurs, doit payer en supplément la différence entre la redevance télévision due pour un appareil de télévision en noir et celle qui est due pour un appareil de télévision en noir et blanc au prorata du nombre de mois restant à courir. Tout mois entamé est compté pour un mois entier.

Art. 2. Onder voorbehoud van artikel 13 wordt ten laste van de houders van een of meer autoradiotoestellen per voertuig een jaarlijks luistergeld van 864 frank geheven.

Art. 3. Onder voorbehoud van artikel 13 wordt ten laste van de houders van een of meer zwart-wit-televisietoestellen of van een of meer kleurentelevisietoestellen een jaarlijks kijkgeld van 4 140 frank, respectievelijk 5 976 frank, geheven.

De betaling van het kijkgeld voor een zwart-wit-televisietoestel geldt voor het houden, in een zelfde hoofd- of tweede verblijf of in een zelfde autovoertuig, van alle toestellen van die aard.

De betaling van het kijkgeld voor een kleurentelevisietoestel geldt voor het houden, in een zelfde hoofd- of tweede verblijf of in een zelfde autovoertuig, van alle zwart-wit en kleurentelevisietoestellen.

Al wie gelijktijdig in verscheidene verblijven of in verscheidene autovoertuigen televisietoestellen houdt, moet per verblijf of per autovoertuig een afzonderlijk kijkgeld betalen in overeenstemming met de aard van het toestel.

Geen afzonderlijk kijkgeld is verschuldigd voor toestellen die als reisgoed worden vervoerd.

Art. 4. In afwijking van artikel 3 is voor elk televisietoestel dat met winsttoegmerk wordt opgesteld een afzonderlijk kijkgeld verschuldigd.

Voor elk televisietoestel opgesteld in een hotelkamer of in een soortgelijk logement is slechts de helft van het kijkgeld verschuldigd.

Art. 5. De personen die in het buitenland wonen en minder dan drie maanden in het Rijk verblijven, zijn niet verplicht kijk- of luistergeld te betalen voor de toestellen waarvan zij houder zijn.

Art. 6. De bedragen van het kijk- en luistergeld worden aangepast volgens de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De Minister past ieder jaar in de maand juli de bedragen aan van het kijk- en luistergeld te innen voor de periodes die aanvangen in de loop van het volgende jaar, in dezelfde verhouding als de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maanden juni van het vorige en van het lopende jaar. Deze bedragen worden, in voorkomend geval, vermeerderd of verminderd met ten hoogste 12 frank, om, naargelang van het geval, een veelvoud van 12 of 24 te bereiken.

Art. 7. Het kijk- en luistergeld is verschuldigd voor periodes van twaalf achtereenvolgende maanden.

Het kijkgeld voor de televisietoestellen gehouden in hotels en soortgelijke logementen bedoeld in artikel 4 is verschuldigd voor de periode die aanvangt op 1 januari van het jaar en moet vóór 1 maart van dat jaar betaald zijn.

Het kijk- en luistergeld is, wat de andere houders betreft, verschuldigd voor periodes die, naargelang van de eerste letter van de naam of de benaming van de houder, aanvangen op de data die in de onderstaande tabel zijn vastgesteld.

Art. 9. 1^o Quiconque devient détenteur d'un appareil de radio sur véhicule doit acquitter immédiatement et spontanément la redevance radio et fournir au Service Radio-Télévision Redevances les renseignements suivants : son nom ou sa dénomination, son adresse, le cas échéant sa date de naissance et son numéro d'inscription au service indiqué, ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule automobile dans lequel cet appareil est installé à demeure.

2^o Quiconque devient détenteur d'un appareil de télévision qui n'est pas raccordé à un réseau de télédistribution doit acquitter immédiatement et spontanément la redevance télévision et fournir au Service Radio-Télévision Redevances les renseignements suivants : son nom ou sa dénomination, son adresse, le cas échéant sa date de naissance et son numéro d'inscription au service indiqué, le nombre et le type d'appareils qu'il détient, ainsi que le lieu où ils sont installés.

Art. 10. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 5, les redevances radio et télévision doivent être acquittées au moyen des formules de paiement expédiées par le Service Radio-Télévision Redevances et de la manière indiquée sur ces formules, à l'exception du premier versement par les nouveaux détenteurs.

§ 2. Le détenteur déjà inscrit qui n'a pas reçu d'invitation à payer un mois après la date de début de la période visée à l'article 7 doit demander immédiatement une formule de paiement au Service Radio-Télévision Redevances et fournir les renseignements suivants : son nom ou sa dénomination, son adresse, son numéro d'inscription au Service Radio-Télévision Redevances, le nombre et le type d'appareils qu'il détient, ainsi que les lieux où ils sont installés.

§ 3. Si la formule de paiement réclamée en application du § 2 n'est pas parvenue pour la date extrême du paiement, le redevable doit spontanément acquitter les redevances radio et télévision au plus tard à cette date, en indiquant les renseignements mentionnés au § 2.

§ 4. Le nouveau détenteur d'un appareil de télévision, qui s'abonne à un réseau de télédistribution et qui, dans les trois mois de la date du raccordement, n'a pas reçu d'invitation à payer, doit le signaler, par écrit, dans les quinze jours, au Service Radio-Télévision Redevances et réclamer une formule de paiement, en fournissant les renseignements mentionnés au § 2.

§ 5. Si la formule de paiement réclamée en application du § 4 n'est pas parvenue dans les deux mois de la réclamation, le redevable doit spontanément acquitter les redevances radio et télévision, en indiquant les renseignements mentionnés au § 2.

Art. 11. Le paiement de la redevance télévision visée à l'article 3 pour un appareil de télévision en noir et blanc couvre tous les appareils de télévision en noir et blanc qu'un commerçant détient dans ses locaux à usage professionnel.

Le paiement de la redevance télévision visée à l'article 3 pour un appareil de télévision en couleurs couvre tous les appareils de télévision en couleurs et de télévision en noir et blanc qu'un commerçant détient dans ses locaux à usage professionnel.

Si ce commerçant exploite une ou plusieurs succursales, la redevance télévision doit être payée pour chaque succursale.

Une redevance télévision distincte est due pour les appareils de télévision qu'un commerçant détient dans une résidence attenante à ses locaux à usage professionnel.

Art. 12. Les télédistributeurs sont tenus de communiquer mensuellement au Service Radio-Télévision Redevances une liste de leurs nouveaux abonnés et annuellement une liste de tous leurs abonnés reprenant au moins le nom ou la dénomination, l'adresse et, pour les personnes physiques, la date de naissance, ainsi que la date de raccordement et sauf pour les nouveaux détenteurs le numéro d'inscription au Service Radio-Télévision Redevances.

La liste mensuelle, clôturée le dernier jour du mois, doit être introduite au plus tard le dix du mois suivant.

La liste annuelle, clôturée au 31 décembre, doit être introduite dans le mois qui suit.

D'autres supports d'information qui satisfont aux conditions exigées par le Service Radio-Télévision Redevances peuvent remplacer ces listes.

Les télédistributeurs ont le droit, le cas échéant, d'exiger de l'abonné qu'il prouve son identité.

Art. 13. Quiconque loue des appareils de radio sur véhicule ou de télévision doit payer, selon le cas, les redevances radio ou télévision visées aux articles 2, 3 ou 4 pour chaque appareil qu'il loue à des clients qui ne présentent aucun des documents visés à l'article 20 pouvant couvrir la détention de l'appareil loué.

Art. 9. 1^o Al wie houder wordt van een autoradiotoestel, moet het luistergeld onmiddellijk en spontaan kwijten en aan de Dienst Kijk- en Luistergeld de volgende inlichtingen verstrekken : zijn naam of benaming, zijn adres, in voorkomend geval zijn geboortedatum en zijn inschrijvingsnummer bij die dienst, evenals het inschrijvingsnummer van het autovoertuig waarin dit toestel is ingebouwd.

2^o Al wie houder wordt van een televisietoestel dat niet wordt aangesloten op een teledistributienet, moet het kijkgeld onmiddellijk en spontaan kwijten en aan de Dienst Kijk- en Luistergeld de volgende inlichtingen verstrekken : zijn naam of benaming, zijn adres, in voorkomend geval zijn geboortedatum en zijn inschrijvingsnummer bij die dienst, het aantal en de aard van de gehouden toestellen, alsmede de plaats waar zij zijn opgesteld.

Art. 10. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van de derde en vijfde paragraaf moet het kijk- en luistergeld worden betaald met de betalingsformulieren toegestuurd door de Dienst Kijk- en Luistergeld en op de wijze vermeld op die formulieren, met uitzondering voor de eerste betaling door nieuwe houders.

§ 2. De reeds geregistreerde houder die een maand na de begindatum van de periode bedoeld in artikel 7 geen betalingsuitnodiging heeft ontvangen moet bij de Dienst Kijk- en Luistergeld onmiddellijk een betalingsformulier aanvragen en de volgende inlichtingen verstrekken : zijn naam of benaming, zijn adres, zijn inschrijvingsnummer bij de Dienst Kijk- en Luistergeld, het aantal en de aard van de gehouden toestellen, alsook de plaats waar zij opgesteld zijn.

§ 3. Indien het overeenkomstig § 2 aangevraagde betalingsformulier niet tegen de uiterste betaaldatum is ontvangen, dient degene die het kijk- en luistergeld verschuldigd is dit uiterlijk op die datum uit eigen beweging te betalen, met opgave van de in § 2 vermelde inlichtingen.

§ 4. De nieuwe houder van een televisietoestel die zich laat aansluiten bij een teledistributienet en die, binnen drie maanden na de datum van aansluiting geen verzoek tot betaling heeft ontvangen, dient zulks binnen vijftien dagen schriftelijk te melden aan de Dienst Kijk- en Luistergeld en een betalingsformulier te vragen, alsmede de in § 2 vermelde inlichtingen te verstrekken.

§ 5. Indien het overeenkomstig § 4 aangevraagde betalingsformulier niet binnen twee maanden na de aanvraag is ontvangen, dient degene die het kijk- en luistergeld verschuldigd is dit uit eigen beweging te betalen, met opgave van de in § 2 vermelde inlichtingen.

Art. 11. De betaling van het kijkgeld bedoeld in artikel 3 voor een zwart-wit-televisietoestel geldt voor alle zwart-wit-televisietoestellen die een handelaar in zijn bedrijfslokalen houdt.

De betaling van het kijkgeld bedoeld in artikel 3 voor een kleuren-televisietoestel geldt voor alle kleurentelevisietoestellen en zwart-wit-televisietoestellen die een handelaar in zijn bedrijfslokalen houdt.

Indien deze handelaar een of meer filialen exploiteert, moet hier-voor per filiaal het kijkgeld worden betaald.

Voor de televisietoestellen die een handelaar in een aan zijn bedrijfslokalen palend verblijf houdt, is een afzonderlijk kijkgeld verschuldigd.

Art. 12. De televisieverdelers zijn verplicht aan de Dienst Kijk- en Luistergeld maandelijks een lijst van hun nieuwe abonnees en jaarlijks een lijst van al hun abonnees mede te delen waarop ten minste de naam of de benaming, het adres en voor de natuurlijke personen de geboortedatum vermeld zijn, alsook de datum van aansluiting en behalve voor de nieuwe houders het inschrijvingsnummer bij de Dienst Kijk- en Luistergeld.

De maandelijksse lijst, afgesloten op de laatste dag van de maand, moet uiterlijk de tiende van de volgende maand worden ingediend.

De jaarlijkse lijst, afgesloten op 31 december, moet binnen de daaropvolgende maand worden ingediend.

Andere informatiedragers die voldoen aan de door de Dienst Kijk- en Luistergeld gestelde eisen mogen die lijsten vervangen.

De televisieverdelers hebben het recht, in voorkomend geval, van de abonnee te eisen dat hij zijn identiteit bewijst.

Art. 13. Al wie autoradiotoestellen of televisietoestellen verhuurt moet, volgens het geval, het in de artikelen 2, 3 of 4 bedoelde kijk- of luistergeld betalen voor elk toestel dat hij in huur geeft aan klanten die geen van de in artikel 20 bedoelde documenten overleggen, waardoor het houden van het gehuurde toestel kan worden gedekt.

Durant la période de location, la détention doit être couverte, dans ce cas, par un titre de location délivré par le Service Radio-Télévision Redevances.

Au plus tard le premier de chaque mois, les loueurs sont tenus d'acquitter, selon le cas, par titre de location qui leur est délivré et qu'ils désirent utiliser durant ce mois, un montant équivalent à un douzième de la redevance annuelle de radio ou de télévision. Les autres titres doivent être renvoyés au Service Radio-Télévision Redevances, sous recommandation postale, au plus tard le premier jour ouvrable de ce mois.

Pour les titres de location délivrés dans le courant de l'année, les redevances radio ou télévision ne sont pas dues pour les mois déjà entièrement écoulés.

Pour les appareils de télévision donnés en location dans des hôtels et logements similaires, le Service Radio-Télévision Redevances délivre des titres de location contre paiement de la moitié de la redevance télévision y relative.

Quiconque loue des appareils de radio sur véhicule ou des appareils de télévision doit en outre envoyer au Service Radio-Télévision Redevances, au plus tard le dix de chaque mois, une liste reprenant le nom ou la dénomination et l'adresse de tous les preneurs en location qui ont présenté un des documents visés à l'article 20 pouvant couvrir la détention de l'appareil loué, ainsi que les renseignements nécessaires à l'identification de ce document.

Art. 14. Le Ministre fixe le mode de perception des redevances radio et télévision.

La redevance télévision peut être acquittée en deux fractions d'un montant égal à la moitié de la redevance télévision annuelle.

Le Ministre ou le fonctionnaire de la Régie des Télégraphes et des Téléphones à qui il a délégué cette compétence, peut autoriser à payer en plus de deux fractions les redevances télévision dues par les détenteurs qui prouvent leurs difficultés financières au moyen d'une attestation délivrée par l'administration des contributions directes ou par le centre public d'aide sociale de leur commune.

Art. 15. Quiconque cesse de détenir un ou plusieurs appareils de radio sur véhicule ou un appareil de télévision est tenu de le notifier au Service Radio-Télévision Redevances avant la date extrême de paiement fixée à l'article 7, en spécifiant la destination donnée aux appareils et, le cas échéant, le nom ou la dénomination et l'adresse du nouveau détenteur. S'il n'est pas satisfait à cette obligation, les redevances radio ou télévision doivent être acquittées pour la période suivante.

Lorsque la détention d'un appareil récepteur prend fin après la date extrême de paiement, la redevance reste due pour la totalité de la période.

Art. 16. Le détenteur doit informer dans les quinze jours le Service Radio-Télévision Redevances de tout changement d'adresse en indiquant son nom ou sa dénomination, le cas échéant sa date de naissance, son numéro d'inscription auprès du service indiqué, son ancienne et sa nouvelle adresse, le nombre et le type d'appareils qu'il détient.

Art. 17. Le Roi peut instaurer la perception d'une surtaxe pour non-paiement ou paiement tardif des redevances radio et télévision pour des appareils déjà déclarés.

Il fixe le montant de cette surtaxe, qui ne peut excéder 500 francs, ainsi que les modalités de sa perception.

Art. 18. Nonobstant l'application des articles 24, 25 et 26, toute fraude en matière de redevances radio et télévision donne lieu au doublement des sommes é dues.

L'alinéa premier n'est pas applicable aux détenteurs qui, dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, informent par écrit le Service Radio-Télévision Redevances soit du fait qu'ils ne paient aucune redevance radio ou télévision, soit du fait qu'ils n'acquittent qu'une redevance insuffisante. Cette déclaration ne donne lieu à aucune récupération de redevances radio ou télévision.

Si, un mois après l'envoi de cette déclaration de régularisation, le Service Radio-Télévision Redevances n'en a pas accusé réception, le détenteur doit la renouveler dans les quinze jours qui suivent, par pli recommandé, à moins que la déclaration initiale ait été expédiée de cette manière.

Tijdens de huurperiodes moet het houden, in dat geval gedekt zijn door een huurbewijs afgegeven door de Dienst Kijk- en Luistergeld.

De verhuurders zijn verplicht uiterlijk op de eerste van elke maand, per huurbewijs dat hun werd afgegeven en dat zij gedurende die maand wensen te gebruiken, volgens het geval, een bedrag te kwijten gelijk aan een twaalfde van het jaarlijks kijk- of luistergeld. De overige bewijzen moeten uiterlijk op de eerste werkdag van die maand bij een ter post aangetekend schrijven aan de Dienst Kijk- en Luistergeld teruggezonden worden.

Voor de huurbewijzen die in de loop van het jaar worden afgegeven, is geen kijk- of luistergeld verschuldigd voor de maanden die reeds volledig verlopen zijn.

Voor de televisietoestellen die in huur worden gegeven in hotels en soortgelijke logementen worden door de Dienst Kijk- en Luistergeld huurbewijzen afgegeven tegen de helft van het desbetreffende kijkgeld.

Al wie autoradiotoestellen of televisietoestellen verhuurt, is bovendien verplicht ten laatste de tiende van elke maand aan de Dienst Kijk- en Luistergeld een lijst toe te sturen met de naam of de benaming en het adres van alle huurders die een van de in artikel 20 bedoelde documenten hebben overgelegd, waardoor het houden van het gehuurde toestel kan worden gedekt, alsmede de inlichtingen die nodig zijn ter identificatie van dit document.

Art. 14. De Minister bepaalt de wijze van invordering van het kijk- en luistergeld.

Het kijkgeld mag in twee delen gelijk aan de helft van het jaarlijks kijkgeld worden betaald.

De Minister of de ambtenaar van de Regie van Telegrafie en Telefonie, aan wie hij deze bevoegdheid heeft overgedragen, mag aan de houders die hun financiële moeilijkheden bewijzen door overlegging van een attest afgeleverd door de administratie van de directe belastingen of door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van hun gemeente toestemming verlenen om het verschuldigde kijkgeld in meer dan twee delen te betalen.

Art. 15. Al wie geen houder meer is van één of meer autoradiotoestellen of van een televisietoestel moet dit schriftelijk mededelen aan de Dienst Kijk- en Luistergeld vóór de in artikel 7 bepaalde uiterste betaaldatum, met opgave van de bestemming die aan de toestellen werd gegeven en eventueel van de naam of de benaming en het adres van de nieuwe houder. Indien deze verplichting niet wordt nageleefd, moet het kijk- of luistergeld voor de volgende periode worden gekweten.

Als het houden van een ontvangtoestel eindigt na de uiterste betaaldatum, blijft het kijk- en luistergeld verschuldigd voor de hele periode.

Art. 16. De houder moet elke adreswijziging binnen vijftien dagen melden aan de Dienst Kijk- en Luistergeld, met opgave van zijn naam of benaming, in voorkomend geval zijn geboortedatum, zijn inschrijvingsnummer bij deze dienst, zijn vorig en zijn nieuw adres, het aantal en de aard van de gehouden toestellen.

Art. 17. De Koning kan het heffen van een bijtaks wegens niet of te laat betalen van het kijk- en luistergeld voor reeds aangegeven toestellen invoeren.

Hij bepaalt het bedrag van die bijtaks, dat 500 frank niet mag overschrijden, alsmede de modaliteiten van de heffing ervan.

Art. 18. Onverminderd de toepassing van de artikelen 24, 25 en 26 geeft elke fraude op het stuk van het kijk- en luistergeld aanleiding tot een verdubbeling van de ontdoken bedragen.

Het eerste lid is niet van toepassing op de houders die binnen twee maanden na het inwerking treden van deze wet de Dienst Kijk- en Luistergeld schriftelijk inlichten dat zij geen of onvoldoende kijk- of luistergeld betalen. Deze verklaring geeft geen aanleiding tot enige navordering van kijk- of luistergeld.

Indien de Dienst Kijk- en Luistergeld een maand na het verzenden van die verklaring tot regularisatie, er geen ontvangst heeft van gemeld, moet de houder deze binnen vijftien dagen bij ter post aangetekend schrijven hernieuwen, tenware de oorspronkelijke verklaring op die wijze werd verzonden.

Art. 19. Moyennant accomplissement des formalités arrêtées par le Ministre, aucune redevance radio et télévision n'est due, soit dès le début de la détention si les formalités ont été accomplies préalablement, soit à partir du début de la période de paiement suivante visée à l'article 7, pour les appareils de radio sur véhicule et de télévision installés sans but de lucre et qui sont détenus :

1° en vue d'un service public par l'Etat, les communautés, les régions, les provinces, les agglomérations, les communes, les associations de communes dont tous les membres sont des personnes de droit public, les centres publics d'aide sociale ou les institutions relevant d'un de ces pouvoirs;

2° dans les établissements d'enseignement et utilisées exclusivement pour l'enseignement;

3° par les aveugles, les sourds-muets et les laryngectomisés;

4° par les invalides de guerre ayant au moins 50 p.c. d'invalidité de guerre;

5° par les personnes à qui une invalidité ou une incapacité de travail d'au moins 80 p.c. a été reconnue;

6° par les personnes atteintes d'une infirmité grave et permanente les rendant totalement et définitivement incapables de quitter leur résidence sans l'assistance d'un tiers.

Le Ministre détermine les organismes pouvant fixer les pourcentages d'invalidité ou d'incapacité de travail visés à l'alinéa 1er, 5°.

Art. 20. Est présumé jusqu'à preuve du contraire être en règle avec les dispositions de la présente loi, le détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision qui présente, à la demande d'une des personnes visées à l'article 21, un des documents suivants :

1° la partie B de l'invitation à payer les redevances radio ou télévision dues pour la période en cours;

2° l'extrait de compte de l'intéressé sur lequel est mentionné le paiement de la redevance radio ou télévision due;

3° un titre de location valable;

4° un titre d'exonération valable délivré par le Service Radio-Télévision Redevances;

5° un document dont il ressort que le détenteur est domicilié à l'étranger et séjourne moins de trois mois dans le Royaume.

Art. 21. Les infractions aux dispositions de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci sont recherchées et constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, par :

1° les fonctionnaires et agents de l'Etat et de la Régie des Télégraphes et des Téléphones à qui le Roi a attribué la qualité d'officier de police judiciaire et qu'il a chargé de la constatation des infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci;

2° les autres officiers de police judiciaire;

3° les agents judiciaires près les parquets;

4° les gendarmes;

5° les agents de la police communale.

Les fonctionnaires et agents visés au 1° ont priorité à l'égard des autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction.

Art. 22. Lorsqu'il y a des indices suffisants de l'existence d'appareils de télévision pour lesquels la redevance télévision n'a pas été acquittée, des visites domiciliaires peuvent être effectuées par un officier de police judiciaire ou par deux des autres personnes visées à l'article 21, moyennant l'autorisation du juge du tribunal de police.

Ces visites domiciliaires ne peuvent avoir lieu qu'entre 9 et 20 heures.

Sur simple demande des agents susvisés, les commerçants doivent leur présenter tous les documents comptables utiles à la recherche des personnes qui sont tenues au paiement des redevances radio et télévision et au calcul de celles-ci.

Art. 23. Tout détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision doit, à la demande d'une des autorités visées à l'article 21, présenter immédiatement un des documents visés à l'article 20.

Art. 19. Mits de door de Minister vastgestelde formaliteiten werden vervuld is, ofwel van het begin van het houden af, indien de formaliteiten vooraf werden vervuld, ofwel vanaf de aanvang van de volgende betaalperiode bedoeld in artikel 7, geen kijk- en luistergeld verschuldigd voor de autoradiotoestellen en de televisietoestellen die zonder winst oogmerk zijn opgesteld en die worden gehouden :

1° met het oog op een openbare dienst door de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten waarvan alle leden personen van publiek recht zijn, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of de instellingen die van een van die machten afhangen;

2° in onderwijsinstellingen en uitsluitend gebruikt worden voor het onderwijs;

3° door blinden, doofstommen en personen bij wie het strottehoofd is weggenomen;

4° door oorlogsinvaliden met ten minste 50 pct. oorlogsinvaliditeit;

5° door personen aan wie een invaliditeit of arbeidsongeschiktheid van ten minste 80 pct. werd toegekend;

6° door personen die aangetast zijn door een zwaar en blijvend gebrek waardoor zij in de volstreekte en definitieve onmogelijkheid verkeren hun verblijf te verlaten zonder hulp van een derde.

De Minister bepaalt welke instellingen de in het eerste lid, 5°, bedoelde invaliditeits- of arbeidsongeschiktheidspercentages mogen vaststellen.

Art. 20. Wordt tot bewijs van het tegendeel geacht in orde te zijn met de bepalingen van deze wet de houder van een autoradiotoestel of van een televisietoestel die op het verzoek van één van de in artikel 21 bedoelde personen één van de volgende documenten toont :

1° het deel B van de uitnodiging tot het betalen van het verschuldigde kijk- of luistergeld voor de lopende periode;

2° het rekeninguittreksel van de betrokkene waarop de betaling voor het verschuldigde kijk- of luistergeld is vermeld;

3° een geldig huurbewijs;

4° een geldig vrijstellingsbewijs, afgegeven door de Dienst Kijk- en Luistergeld;

5° een document waaruit blijkt dat de houder in het buitenland woont en minder dan drie maanden in het Rijk verblijft.

Art. 21. De overtredingen van de bepalingen van deze wet en van de besluiten ter uitvoering ervan worden opgespoord en vastgesteld in processen-verbaal, die rechtsgeldig zijn tot bewijs van het tegendeel, door :

1° de ambtenaren en beambten van de Staat en van de Regie van Telegrafie en Telefonie, aan wie de Koning de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie heeft toegekend en die Hij belast heeft met het vaststellen van de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten;

2° de overige officieren van gerechtelijke politie;

3° de gerechtelijke agenten bij de parketten;

4° de rijkswachters;

5° de agenten van de gemeentepolitie.

De in 1° bedoelde ambtenaren en beambten hebben voorrang ten aanzien van de andere officieren van gerechtelijke politie, met uitzondering van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter.

Art. 22. Wanneer er voldoende aanwijzingen zijn voor de aanwezigheid van televisietoestellen waarvoor geen kijkgeld werd betaald, mogen, met machtiging van de rechter in de politierechtbank, huiszoeken worden gedaan door een officier van gerechtelijke politie of door twee van de andere personen bedoeld in artikel 21.

Deze huiszoeken mogen slechts plaatshebben tussen 9 en 20 uur.

De handelaars moeten op eenvoudig verzoek van deze personeelsleden alle boekhoudkundige stukken overleggen die nuttig zijn voor het opsporen van de personen die kijk- en luistergeld moeten betalen en voor het berekenen van dat kijk- en luistergeld.

Art. 23. Iedere houder van een autoradiotoestel of van een televisietoestel moet op verzoek van een van de in artikel 21 bedoelde overheden, onmiddellijk een van de in artikel 20 bedoelde documenten overleggen.

Art. 24. Les infractions aux articles 12 et 13 et aux arrêtés pris en exécution de ceux-ci, sont punies d'une amende de 200 francs à 10 000 francs, sans préjudice de l'application éventuelle d'une surtaxe ou du doublement de la redevance radio ou télévision due par application des articles 17 et 18.

Les infractions aux autres articles de la présente loi et aux arrêtés pris en exécution de ceux-ci sont punies d'une amende de 28 francs à 500 francs, sans préjudice de l'application éventuelle d'une surtaxe ou du doublement de la redevance radio ou télévision due en application des articles 17 et 18.

Les tribunaux de police connaissent des infractions prévues à l'alinéa deux.

Une copie gratuite, à usage administratif, du jugement passé en force de chose jugée sera envoyée d'office au Service Radio-Télévision Redevances.

Art. 25. Les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées à l'article 24.

Art. 26. Les redevances radio et télévision qui n'ont pas été acquittées dans le délai fixé, les redevances radio et télévision doublées ainsi que les surtaxes éventuelles, exigibles en vertu de la présente loi, peuvent être récupérées par voie de contrainte.

Le Ministre désigne les fonctionnaires du Service Radio-Télévision Redevances chargés de décerner les contraintes et de les rendre exécutoires. Ces contraintes sont signifiées par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le détenteur, avec citation en justice. Cette opposition est faite par un exploit signifié à la Régie des Télégraphes et des Téléphones dans la personne du fonctionnaire du Service Radio-Télévision Redevances qui a décerné la contrainte.

L'action est portée devant le tribunal compétent dans le ressort duquel est situé la résidence principale du détenteur.

Art. 27. § 1er. Les administrations communales sont tenues, sur demande écrite du Service Radio-Télévision Redevances, de lui fournir gratuitement tous les renseignements nécessaires pour l'identification des détenteurs d'un ou de plusieurs appareils de radio sur véhicule ou d'un ou de plusieurs appareils de télévision.

§ 2. A l'occasion de tout déménagement dans la commune, de changement de numéro d'habitation ou de nom de rue et en cas de nouvel établissement dans la commune, elles doivent remettre au chef de ménage concerné une formule dont le modèle est déterminé par le Roi et la faire compléter par l'intéressé qui y mentionnera la nature des appareils détenus, l'ancienne et la nouvelle adresse et le numéro d'inscription au Service Radio-Télévision Redevances. Les administrations communales doivent compléter ces formules par l'indication de la date de naissance et les expédier chaque semaine au Service Radio-Télévision Redevances.

§ 3. Si le Service Radio-Télévision Redevances dispose des informations contenues dans le Registre national des personnes physiques qui lui sont nécessaires pour l'identification des détenteurs habitant une commune déterminée, l'administration communale est dispensée des obligations déterminées aux §§ 1er et 2.

§ 4. Les commissaires de police et les gardes-champêtres en chef sont tenus de fournir au Service Radio-Télévision Redevances tous les renseignements en leur possession qui leur sont demandés en vue de la perception des redevances radio et télévision.

§ 5. Les envois du Service Radio-Télévision Redevances que la Régie des Postes n'a pu délivrer aux destinataires doivent être renvoyés par elle, avec l'indication de la nouvelle adresse des destinataires lorsque celle-ci est connue.

§ 6. Les officiers du ministère public près les cours et tribunaux qui sont saisis d'une affaire pénale dont l'examen fait apparaître des indices sérieux de fraude en matière de redevances radio et télévision en informeront le Directeur du Service Radio-Télévision Redevances après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général près la cour d'appel ou de l'auditeur général près la cour militaire.

Art. 24. Overtreding van de artikelen 12 en 13 en van de besluiten ter uitvoering ervan, wordt gestraft met geldboete van 200 frank tot 10 000 frank, ongeacht de eventuele toepassing van een bijtaks of een verdubbeling van het verschuldigde kijk- of luistergeld met toepassing van de artikelen 17 en 18.

Overtreding van de overige artikelen van deze wet en van de besluiten ter uitvoering ervan wordt gestraft met geldboete van 28 frank tot 500 frank, ongeacht de eventuele toepassing van een bijtaks of een verdubbeling van het verschuldigde kijk- of luistergeld met toepassing van de artikelen 17 en 18.

De politierechtbanken nemen kennis van de overtredingen, bedoeld in het tweede lid.

Een kosteloos afschrift, voor administratief gebruik, van het in kracht van gewijsde gegane vonnis zal ambtshalve aan de Dienst Kijk- en Luistergeld worden gezonden.

Art. 25. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van het artikel 85 zijn van toepassing op de misdrijven bedoeld in artikel 24.

Art. 26. Het kijk- en luistergeld dat niet binnen de vastgestelde termijn is gekweten, het verdubbelde kijk- en luistergeld en ook de eventuele bijtaksen, verschuldigd krachtens deze wet, kunnen bij dwangbevel worden ingevorderd.

De Minister wijst de ambtenaren van de Dienst Kijk- en Luistergeld aan die gelast zijn dwangbevelen uit te geven en uitvoerbaar te verklaren. Deze dwangbevelen worden betekend bij deurwaarders-exploot met bevel tot betaling.

De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden gestuit bij door de houder gedaan en met redenen omkleed verzet met dagvaarding. Dit verzet wordt bij exploit betekend aan de Regie van Telegrafie en Telefonie in de persoon van de ambtenaar van de Dienst Kijk- en Luistergeld die het dwangbevel heeft uitgevaardigd.

De vordering wordt aanhangig gemaakt bij de bevoegde rechtbank waaronder het hoofdverblijf van de houder ressorteert.

Art. 27. § 1. De gemeentebesturen zijn verplicht, op schriftelijk verzoek van de Dienst Kijk- en Luistergeld, deze kosteloos alle inlichtingen te verstrekken, die noodzakelijk zijn voor de identificatie van de houders van een of meer autoradiotoestellen of van een of meer televisietoestellen.

§ 2. Bij elke verhuizing binnen de gemeente, bij huisnummer- of straatnaamwijziging en in het geval van inwijking in de gemeente moeten zij aan het betrokken gezinshoofd een formulier overhandigen waarvan het model door de Koning wordt bepaald en dit door de belanghebbende laten aanvullen met de aard van de gehouden toestellen, het oude en het nieuwe adres en het inschrijvingsnummer bij de Dienst Kijk- en Luistergeld. De gemeentebesturen moeten die formulieren aanvullen met de geboortedatum en ze wekelijks naar de Dienst Kijk- en Luistergeld zenden.

§ 3. Indien de Dienst Kijk- en Luistergeld beschikt over de inlichtingen uit het Rijksregister van de natuurlijke personen die hij nodig heeft voor het identificeren van de houders die in een bepaalde gemeente wonen, wordt het gemeentebestuur ontslagen van de verplichtingen bepaald in de §§ 1 en 2.

§ 4. De politiecommissarissen en de hoofdveldwachters zijn verplicht aan de Dienst Kijk- en Luistergeld alle in hun bezit zijnde inlichtingen te verstrekken waarom wordt verzocht met het oog op het invorderen van het kijk- en luistergeld.

§ 5. De Regie der Posterijen moet de zendingen van de Dienst Kijk- en Luistergeld die zij aan de geadresseerden niet heeft kunnen bezorgen, terugsturen met vermelding van het nieuwe adres van de geadresseerden wanneer dat bekend is.

§ 6. De ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken, waarbij een strafzaak aanhangig is, waarvan het onderzoek ernstige aanwijzingen van ontduiking inzake kijk- en luistergeld aan het licht brengt, zullen de Directeur van de Dienst Kijk- en Luistergeld hierover inlichten, nadat ze van de procureur-generaal bij het hof van beroep of van de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof uitdrukkelijk toestemming daartoe hebben gekregen.

Art. 28. Les actions pénales en matière de redevances radio et télévision et toutes les demandes de recouvrement de ces redevances sont prescrites après trois ans.

Art. 29. Le Roi détermine les montants des redevances radio et télévision :

1° à payer pour les mois restants de 1987 par chaque nouveau détenteur d'un appareil de télévision ou d'une « radio résidence » visée à l'article 1er de la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion;

2° à payer par chaque détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision pour les périodes débutant en 1988.

Art. 30. La loi du 26 janvier 1960, relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, modifiée par les lois des 7 août 1961, 10 octobre 1967, 14 janvier 1968, 25 juillet 1972 et 24 décembre 1976, est abrogée, à l'exception :

1° des articles 1er, 2, 3, 4, 5 et 10 qui sont abrogés le 1er janvier 1988;

2° de l'article 12, modifié par la loi du 14 janvier 1968.

Toutefois les agents de la Régie des Télégraphes et des Téléphones à qui la qualité d'agent de police judiciaire a été conférée en vertu de l'article 15 de la loi du 26 janvier 1960 conservent leur qualité pour l'application de la présente loi jusqu'à ce que le Roi ait pourvu à l'application de l'article 21.

Art. 31. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 2, 3, 4, 6, 7, 8, 11 et 15 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1988.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Réformes institutionnelles,
J. GOL

Le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique
et de la Décentralisation,
J. MICHEL

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat aux Postes,
Télégraphes et Téléphones,
Mme P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Le Secrétaire d'Etat à la Justice,
G. MUNDELEER

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Art. 28. De strafvorderingen inzake kijk- en luistergeld en alle vorderingen tot inning ervan verjaren na drie jaar.

Art. 29. De Koning bepaalt de bedragen van het kijk- en luistergeld die :

1° elke nieuwe houder van een televisietoestel of van een « radio in woning » bedoeld in artikel 1 van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen voor de resterende maanden van 1987 moet betalen;

2° elke houder van een autoradiotoestel of van een televisietoestel moet betalen voor de periodes die in 1988 aanvangen.

Art. 30. De wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen, gewijzigd bij de wetten van 7 augustus 1961, 10 oktober 1967, 14 januari 1968, 25 juli 1972 en 24 december 1976 wordt opgeheven, met uitzondering van :

1° de artikelen 1, 2, 3, 4, 5 en 10 die op 1 januari 1988 worden opgeheven;

2° artikel 12, gewijzigd bij wet van 14 januari 1968.

De personeelsleden van de Regie van Telegrafie en Telefonie aan wie bij toepassing van artikel 15 van de wet van 26 januari 1960 de hoedanigheid van agent van gerechtelijke politie werd toegekend, behouden hun hoedanigheid voor de toepassing van deze wet, totdat de Koning zal hebben voorzien in de toepassing van artikel 21.

Art. 31. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 2, 3, 4, 6, 7, 8, 11 en 15 die op 1 januari 1988 in werking treden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie
en Institutionele Hervormingen,
J. GOL

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Openbaar Ambt en Decentralisatie,
J. MICHEL

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Posterijen,
Telegrafie en Telefonie,
Mevr. P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

De Staatssecretaris voor Justitie,
G. MUNDELEER

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
J. GOL